

## Chronique d'Emmanuel Morucci - 12/05/10



A toute chose malheur est bon dit le prophète. Le moins que l'on puisse dire est que l'Union européenne et ses Etats membres ont été secoués par la tempête de l'euro et la crise dite grecque. On peut même dire que l'Union, au travers de sa zone euro, vient de traverser une de ses plus grandes crises qu'elle n'ait jamais connue. Robert Schuman avait prévenu que l'Europe ne se construirait pas d'un coup mais par crise successives. Il avait raison mais ne croyait pas si bien dire. Pour le 60e anniversaire de sa déclaration, le bateau a été secoué, il a même failli se retourner. Mais l'architecte était bon et le navire Europe, finalement équilibré, s'est rétabli.

On peut dire aujourd'hui que la crise fut salutaire. En effet, la démonstration est faite que sans accord d'ensemble, sans gouvernance clairement établie des compétences transférées par les Etats vers la dimension supranationale, il n'y a pas de capitaine à bord et donc pas d'interlocuteur incarné pour les citoyens et le monde.

Le coup de Trafalgar porté contre l'euro par les marchés devait tester la capacité de l'Union et de la zone euro à réagir. En prenant en otage les Etats les plus faibles, la stratégie était de diviser les Européens et de casser la dynamique. L'objectif était clairement annoncé : faire en sorte que l'Union ne pèse plus, ou le moins possible, sur la scène internationale.

Oui mais voilà l'Europe est un projet durable. En son temps, les attaques irresponsables menées de l'intérieur contre le traité constitutionnel devaient priver l'Union d'une organisation structurelle et institutionnelle visant à la réalisation d'une étape majeure du projet Schuman. Cette fois-ci, l'agression vient des marchés financiers et de ceux qui ont spéculé sur la nature même de la construction européenne.

On peut imaginer aussi que la stratégie visait à secouer une Europe en cours de parcellisation de ses choix politiques redevenus par trop nationaux ? Mais l'Europe s'est réveillée, elle a montré sa capacité à mener son destin et son dessein commun, à conserver un leadership. Mais on le voit clairement : à la condition qu'elle ait une gouvernance précisée, plus lisible et plus visible.

Pourtant l'Union a une gouvernance financière. Elle existe, la réunion du Conseil Ecofin en est la preuve. Sauf que le citoyen l'avait peut être un peu oublié au profit d'une Banque centrale agissant en toute puissance. Les débatteurs invités sur les médias affirmaient la nécessité d'une gouvernance de la zone euro. L'existence d'un gouvernement économique de l'Union européenne n'est plus improbable. Au moins dans un premier temps, une gouvernance de

convergence des économies à défaut d'une volonté ou d'une capacité à mettre en place, sur cette compétence économique et monétaire une forme de gouvernement de type fédéral.

L'Europe a aussi besoin d'être incarnée. Elle a besoin de se reconnaître par un leader capable de fédérer les idées, les actions et les décisions. Cette idée de supranationalité proposée par Schuman et Monnet est revenue ces derniers jours dans les discours politiques et les pensées des citoyens.

Emmanuel Morucci